

## GRAND OUEST



Des prisonniers de guerre allemands de la poche de Saint-Nazaire gardés par des Forces françaises de l'intérieur (FFI).

| PHOTO :  
LUC BRAUEUR

# À la Libération, ces prisonniers allemands employés à la ferme ou à l'usine

De nombreux soldats allemands prisonniers ont été employés jusqu'à fin 1947 dans l'ex-poche de Saint-Nazaire. Des habitants de Loire-Atlantique racontent.

● Éric de Grandmaison

« Je n'avais que 10 ans, mais je me souviens parfaitement de Rudolf ! » Annick Riot, 89 ans, a vécu la libération de la poche de Saint-Nazaire, sous occupation allemande jusqu'au 11 mai 1945. Et lorsqu'a démarré la reconstruction, ce sont en grande majorité les ennemis d'hier qui ont mis la main à la pâte. Quelles traces ont laissé les 29 000 prisonniers de guerre allemands restés de 1945 à 1947 autour de Saint-Nazaire ? Plusieurs témoins ou leurs descendants confient leur mémoire de cette page d'histoire à Ouest-France.

« Rudolf, c'était un tout jeune soldat allemand, prisonnier à Montoir et mis à disposition pour aider dans les fermes. Quand il recevait des courriers de sa famille, il me donnait les timbres sur l'enveloppe, poursuit Annick. Employé comme aide charretier, il confectionnait des balles de foin. Le diman-

che, il venait prendre un verre avec nous. On l'a même invité au mariage d'un cousin. Ne vous y trompez pas : ma famille n'était pas du tout dans la collaboration, mais la guerre était finie, et Rudolf était très bien considéré. Quand il est reparti en Allemagne de l'Est, à l'hiver 1947, mon cousin l'a conduit à la gare de Savenay. Il y avait de l'émotion. Il nous a dit qu'il reviendrait, mais on ne l'a jamais revu. »

La gentillesse n'est pourtant pas toujours au rendez-vous entre agriculteurs et anciens occupants devenus prisonniers. Dans une ferme près de Saint-Lyphard (Loire-Atlantique), Marcel Leguen, âgé de 15 ans en 1945, raconte : « Tous les midis, les prisonniers allemands mangeaient la même chose : du poisson-chat et des patates ! Un jour, ils se sont rebellés, ils en avaient marre. Alors j'ai piqué une colère, mis les assiettes à la poubelle et comme j'étais responsable du groupe, je les



**Le dimanche, Rudolf, un tout jeune soldat allemand prisonnier, venait boire un verre avec nous.**

ANNICK RIOT, 89 ANS

ai renvoyés travailler sans manger ! Je ne leur faisais pas de cadeau, parce que je ne savais pas où était mon frère, disparu au maquis. »

À Saint-Viaud, Karine Olivier confie l'histoire de sa famille et d'Arthur Ruff : « Dans la ferme du Plessis-Grimaud, la famille Labarre a accueilli Arthur, originaire de Riedern, près de Mannheim. Il a été recueilli comme un journalier ordinaire, logé et nourri normalement,

à la différence d'autres prisonniers de la région traités comme du bétail. Il avait l'âge de mon grand-père. Mon frère est allé en vacances chez lui. Arthur m'avait dit que j'en ferais autant si je parlais allemand. Chose faite, j'y suis allée durant l'été 1992 et j'ai eu la joie de découvrir qu'il avait une petite-fille de mon âge. »

## Évasion et mariages

À Pontchâteau, Marie Antoine Guiot livre ce récit : « Mes tantes nées en 1932 et 1940 se souviennent du prisonnier allemand Gotlob, affecté à leur ferme familiale. Dans leurs yeux d'enfants elles ne faisaient pas de différence avec un autre ouvrier. Il avait une chambre à la maison, elles allaient le chercher au champ à l'heure du repas. Quand un jour Gotlob a disparu, mon grand-père a attendu quatre jours avant d'aller le déclarer à la gendarmerie, sans doute com-



Les prisonniers allemands ont été employés au déminage de la côte Atlantique.  
| PHOTO : SERGE GAYAUD

préhensif, ayant lui-même été prisonnier en Allemagne pendant la Grande Guerre. »

À Pontchâteau encore, Gérard Charbonnier rapporte la présence d'un prisonnier allemand, Kurt Richter, à la ferme de Quéral « exploitée par mes parents Étienne et Marie. Kurt Richter a épousé une Française, a eu des enfants, puis est

retourné en Allemagne dans les années cinquante. »

Selon Michel Gautier, historien de la dernière guerre qui vit au sud de Nantes (1), « on estime le nombre de prisonniers dans la poche de Saint-Nazaire à environ 29 000. Tous n'ont pas effectué leur captivité en Loire Inférieure (2). Des milliers ont été affectés sur des chan-

tiers dans d'autres régions (routes, cimenteries, barrages, scieries... ). »

### Protégés par les FFI

Comment ces hommes étaient-ils acceptés par une population qui sortait de rudes années d'occupation allemande ? « Il y a eu des comportements parfois un peu « revanchards ». Des exécutions sommaires, de la maltraitance. Mais les FFI, qui avaient combattu, ont souvent protégé d'ex-soldats allemands comme anciens combattants, dans une sorte de fraternité d'armes. »

En Loire-Atlantique, près de 1 000 prisonniers, une fois libérés, sont restés en France. C'est, selon Michel Gautier, le cas de Karl Drashdil, ancien artilleur, « qui a vécu jusqu'à sa mort dans sa maison de Guérande et a épousé une Française, Léone. Des Allemands ont francisé leur nom, il y a eu des histoires d'amour, mais c'était parfois difficile car leurs enfants se faisaient traiter d'enfants de boches. » Les anciens prisonniers sont aussi restés parce qu'ils venaient de l'est de l'Allemagne, passé sous contrôle russe. « Certains encore ont perdu leur famille ou leur maison en Allemagne. Plus rien ne les retenait là-bas », poursuit Michel Gautier.

Les prisonniers ont été employés jusqu'à la fin 1947. Le plus souvent,

ils étaient gardés par des bénévoles, des élus ou d'anciens soldats. Outre la reconstruction et le nettoyage des plages, dès les premiers mois de 1945, une mission à haut risque leur a aussi été attribuée : « Près de 8 % des prisonniers de guerre ont été employés au déminage, car il y avait environ 300 000 mines dans la poche de Saint-Nazaire. Au total, 1 500 prisonniers allemands ont été concernés, 65 en sont morts. » Le sujet est resté longtemps délicat car la convention de Genève n'autorisait pas l'emploi de prisonniers de guerre au déminage.

Après avoir été libérés, des Allemands ont été embauchés, pour ceux qui étaient volontaires, en qualité de « travailleurs libres. » « À partir des années 1960, des invitations réciproques entre Allemands et Français se sont poursuivies jusqu'à l'extinction progressive de ces générations de soldats allemands et de paysans français. »

(1) Michel Gautier, auteur de « Poche de Saint-Nazaire, neuf mois d'une guerre oubliée. » Il anime le blog Chemin de la Mémoire 39-45 en Pays de Retz. L'association qu'il préside met en place un circuit de tourisme mémoriel en dix-huit panneaux.

(2) Ex-nom de la Loire-Atlantique.

## « La hantise des autorités françaises, c'est l'évasion »

● Claire Dubois

### Entretien

Fabien Théofilakis, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne



L'historien Fabien Théofilakis.

| PHOTO : FABIENNE KARMANN

### Comment la France se retrouve-t-elle avec 700 000 prisonniers allemands à la Libération ?

Occuper la France, c'était central pour l'Allemagne nazie. Leurs soldats y étaient autour de 1,3 million lorsque les Alliés débarquent en Normandie. La plupart des prisonniers allemands sont faits par les Américains. Mais les Résistants français en capturent aussi : ça montre qu'ils sont actifs militairement, donc ça assoit leur légitimité politique.

Rapidement, les Alliés sont débordés par le nombre de prisonniers allemands. Ils créent donc le plus grand camp en Europe pour ces soldats, à Foucarville, dans la Manche. Et ils négocient avec la France pour lui donner la gestion des captifs. Celle-ci y voit une opportunité d'assurer sa reconstruction d'autant qu'après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne n'a pas payé les réparations promises. Au départ, la France demande près de 1,3 million de prisonniers. Mais elle ne prend pas en compte sa capacité à les nourrir. La Croix-Rouge tire la sonnette d'alarme. Un com-

### Comment sont-ils surveillés ?

Ils ont sur leurs vêtements des lettres PG (prisonniers de guerre, Ndlr), car la hantise des autorités, c'est l'évasion. Il leur est théoriquement interdit de s'habiller en civil. Mais après quelque temps, leurs uniformes sont si délabrés que les paysans leur prêtent des vêtements. Ils n'ont pas le droit de manger avec les familles françaises, de sortir le week-end et ils doivent se cantonner aux derniers rangs de l'église. Mais cela va devenir difficile à contrôler et une certaine sociabilité se développe. Leur présence est tolérée à la fête des vendanges qui regroupent les travailleurs. Mais pas aux bals patriotiques du 14 Juillet... À partir de 1947, le sta-

tut de travailleur libre leur donne la possibilité de choisir leur secteur de travail, d'avoir un mois de congé et de faire venir leur famille sur autorisation du maire. Mais ces derniers y sont réticents.

### Des liens durables se créent-ils ?

Certains restent en France car ils sont tombés amoureux ! D'anciens prisonniers allemands deviendront actifs, par la suite, dans les premiers comités de jumelage. Les travaux à la ferme ont sans doute contribué à changer la perception réciproque des deux populations.

(1) Auteur de « Les prisonniers de guerre allemands. France, 1944-1949. »

promis est trouvé à hauteur de 700 000 hommes.

### Quel est leur sort ?

Pour un Français, faire travailler un Allemand, vu comme « un Boche » à la Libération, n'a rien de facile... Au départ, entre 30 000 et 40 000 prisonniers sont affectés au déminage, en infraction avec la Convention de Genève. Le long des frontières et des littoraux, il y a énormément de mines, leur retrait est un préalable indispensable à la reprise économique. En parallèle 50 000 prisonniers sont envoyés extraire du charbon dans le Nord. Et les autorités françaises font de la pédagogie auprès des employeurs privés, notamment les paysans, pour qu'ils fassent travailler des soldats allemands. L'agriculture en emploie finalement un sur deux.

## Un musée des captivités en 2028 en Normandie

Le camp de Foucarville (1) a abrité 100 000 prisonniers allemands, regroupés dans 74 baraquements. Il comprenait même quatre églises et un stade de football. Un musée des captivité va voir le jour en 2028 juste en face de l'ancien camp. Il évoquera aussi d'autres camps du même type, en Pologne, en Angleterre et à Aubagne (Bouches-du-Rhône). « On montrera que ces pays se sont trouvés confrontés aux mêmes questions : que faire de ces prison-

niers, comment les nourrir, les loger, les occuper ? explique Fabien Théofilakis, directeur scientifique du musée. L'Europe comptait 11 millions de prisonniers allemands. Un héritage du nazisme, avec comme enjeu : éviter une nouvelle guerre. » Le musée présentera 3 000 documents et objets d'archives et continue d'en rechercher.

(1) Commune déléguée de Sainte-Mère-Eglise.